

Fabrice MAERTEN, *La Résistance politique et idéologique dans la province de Hainaut*, Université Catholique Louvain-la-Neuve, 1996, promoteur: Jacques Lory —

L'invasion de la Belgique par les troupes allemandes en mai 1940 signifia non seulement la perte de l'indépendance nationale mais aussi une remise en cause profonde de la société que l'occupant espérait remanier sur la base de son modèle national-socialiste. Face à cette "double" agression, il était intéressant de savoir comment avait réagi la population d'une des provinces les plus peuplées du pays et parmi les plus marquées par la révolution industrielle, en l'occurrence le Hainaut. Plus précisément, la recherche avait au départ pour but de déterminer dans quelle mesure et sous quelles formes les habitants de cette contrée s'étaient opposés à l'envahisseur. L'analyse de ce phénomène devait aussi permettre de mieux comprendre la société hennuyère à laquelle la Résistance renvoie comme une sorte de miroir déformant et, par-delà, de percevoir si la lutte contre l'occupant avait induit des changements fondamentaux dans le paysage social, politique et culturel du Hainaut.

L'ampleur de la tâche a contraint l'auteur, une fois l'essentiel du travail heuristique achevé, à limiter son propos. Celui-ci s'est concentré sur l'étude de la Résistance politique et idéologique, forme fondamentale du combat clandestin puisqu'elle a pour but de témoigner son opposition à l'occupant par des moyens non violents, tout en cherchant à promouvoir des valeurs différentes de l'idéologie nazie et à exprimer un point de vue destiné à préparer politiquement le champ de l'après-guerre.

Les sources pour découvrir ce monde souterrain sont nombreuses mais de valeur fort inégale. Les plus précieuses datent incontestablement de la période de l'Occupation. Ont été particulièrement utiles les collections de journaux clandestins. Incomplètes, elles sont cependant suffisamment représentatives pour fournir un éclairage fiable sur les divers courants composant la Résistance hennuyère et sur les idées qu'ils émettent. Quant aux archives de l'occupant, elles ramènent à de plus justes proportions l'ampleur des activités clandestines tout en mettant l'accent sur l'importance de la répression exercée. Relativement objectives dans leur ensemble, les sources contemporaines aux événements ne reflètent qu'une partie de la réalité résistante. Retravaillée par une mémoire généralement peu soumise à un contrôle critique, l'image de la lutte induite de l'analyse des documents écrits postérieurs à la Libération comme des témoignages oraux est probablement plus éloignée de la réalité. Mais elle

constitue un lien précieux avec le passé, notamment pour déterminer qui sont ces combattants de l'ombre, quelles motivations les animent et quels rapports ils entretiennent entre eux.

Situé au coeur de l'Europe occidentale, le Hainaut a pleinement profité de la présence, dans son sous-sol, d'importants gisements de houille pour se hisser, en cette première moitié du XXe siècle, au rang des régions les plus industrialisées du continent. Mais comme partout ailleurs, la richesse née de ce développement considérable n'a pas été répartie équitablement. Ainsi, la classe ouvrière, largement majoritaire, a été longtemps soumise aux aléas d'une idéologie libérale qui la maintenait dans des conditions de vie très précaires. A partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les choses s'améliorent petit à petit, notamment grâce aux efforts du *Parti Ouvrier Belge*, auquel les masses populaires ont peu à peu tendance à s'identifier. Moins influents, libéraux et catholiques maintiennent tout de même une présence non négligeable, en particulier dans les villes et dans les contrées semi-rurales qui occupent environ la moitié du territoire provincial.

L'expansion économique du Hainaut est à son apogée à la veille du premier conflit mondial. Dès le début de l'entre-deux-guerres, des signes d'essoufflement apparaissent et la crise de 1929 y est ressentie plus durement qu'ailleurs. Le désarroi qui en découle prend régulièrement la forme de mouvements sociaux que les socialistes ont bien de la peine à contrôler. Communistes et rexistes profitent de cette situation pour effectuer une percée significative aux élections législatives de 1936. L'embellie économique qui suit cette période permet cependant trois ans plus tard aux formations traditionnelles d'endiguer le péril communiste et de limiter à un niveau négligeable la représentation rexiste.

A peine la situation tend-elle à se stabiliser sur le plan intérieur que le Hainaut est victime de l'invasion des troupes du III<sup>è</sup>m<sup>e</sup> Reich. Le traumatisme est surtout d'ordre psychologique. Aussi lorsque l'occupant décide de s'appuyer sur les survivances tolérées de l'appareil d'Etat ainsi que sur le monde industriel pour mener à bien l'exploitation d'une région dont il connaît le potentiel économique ne se heurte-t-il au départ qu'à de bien faibles résistances. Cette attitude de résignation ou, en d'autres termes, de moindre mal des détenteurs hennuyers de pouvoir va petit à petit laisser place, dans la plupart des cas, à une mauvaise volonté de plus en plus flagrante lorsqu'il s'agira de mettre en oeuvre des mesures contraires à l'intérêt de la population. Conscient de cette hostilité croissante, l'occupant décide à partir de 1941 et surtout de 1942 d'installer aux postes-clés de la province (gouverneur, commissaires d'arrondissement et bourgmestres dans les zones industrielles) des hommes acquis aux idéaux de l'*Ordre Nouveau*. Détestés par la majeure

partie des habitants de la province, ces sympathisants de l'ennemi seront, en 43-44, régulièrement la cible d'attentats de la part d'une opposition qui se sera alors radicalisée.

À l'époque, cette dernière dispose de nombreux appuis au sein des structures hennuyères de pouvoir. Dans l'administration, elle peut notamment compter sur le soutien d'un pourcentage non négligeable de secrétaires communaux, fonctionnaires que l'envahisseur n'a pas osé démettre du fait de leurs compétences. Le phénomène paraît encore plus net dans la police ce qui pousse les rexistes à constituer à partir de 1943 leurs propres corps de protection, tristement célèbres dans le Borinage et le Centre. Situés nettement plus à droite, les gendarmes se divisent en une minorité anti-communiste et enclive, au début de la guerre surtout, à collaborer avec l'occupant, et une majorité d'abord patriote, dont une bonne part rejoindra les rangs de la Résistance. Quant à la magistrature, elle est imperméable à l'*Ordre Nouveau* mais hésite à s'investir en dehors de la légalité.

Véritable pouvoir de fait, l'Église catholique opte aussi au début de l'Occupation pour une attitude d'accommodement avec l'envahisseur. L'exploitation de plus en plus flagrante de la population la pousse, à partir de 1942, à modifier sa position et à soutenir officieusement des initiatives clandestines destinées essentiellement à venir en aide aux réfractaires. Enfin, les industriels et hommes d'affaire font surtout preuve de pragmatisme: ils maintiennent leurs entreprises en activité tout en cherchant à éviter d'éventuels débordements sociaux que la montée du communisme leur fait craindre pour l'après-guerre. De manière générale cependant, l'évolution de l'attitude des détenteurs hennuyers de pouvoir reflète bien celle d'une société de plus en plus excédée par la lourdeur de l'Occupation. Il n'est dès lors pas étonnant que des rangs de cette dernière sorte une opposition active que l'envahisseur, malgré l'importance de son appareil répressif, parvient difficilement à maîtriser en 1943 et surtout en 1944.

L'analyse des différentes formes de la Résistance politique et idéologique (discours, émissions de radio, manifestations de masse, gestes symboliques, grèves et surtout écrits) souligne cependant que l'enjeu de la lutte va bien au-delà de la libération de la patrie. Transparaît en effet l'existence de forces profondes présentant de manière claire ou implicite des idéologies valant pour le présent mais aussi pour l'avenir. Il en va ainsi pour le *Parti Communiste*, qui espère profiter de son engagement total dans la lutte à partir de l'été 1941 pour sortir de sa marginalité et ravir aux socialistes la première place dans l'électorat hennuyer. Dans ce but, il développe une intense propagande où lutte des classes et combat patriotique sont volontairement liés. Ses efforts pour s'extraire de son isolement se concrétisent par la création de deux grandes

structures clandestines: les *Comités de Lutte Syndicale*, destinés à implanter les communistes dans les entreprises, et le *Front de l'Indépendance*, dont l'ambition est de rassembler tous les patriotes dans un vaste front populaire pour la libération du territoire.

Relayée par un certain nombre de militants issus récemment des sphères socialistes, cette dernière initiative, lancée à l'automne 1941, rencontre un succès important dans une province sensible à ses connotations progressistes. Elle permet au P.C. d'étendre son influence bien loin au-delà de ses bases traditionnelles que constituent les bassins industriels. Mais, si jusqu'à l'été 1943, les communistes contrôlent parfaitement l'organisation, elle leur échappe partiellement après cette époque, marquée par une vague d'arrestations sans précédent pour le Parti. La difficulté d'opérer une importante relève oblige le P.C. à confier un grand nombre de postes de responsabilité du *Front de l'Indépendance* hennuyer à des résistants non liés au monde communiste, notamment des socialistes, mais aussi des libéraux et des démocrates-chrétiens. Le *Front de l'Indépendance* sera dès lors, pour le P.C., un instrument malaisé à utiliser en vue de l'après-guerre.

Les *Comités de Lutte Syndicale* éprouvent de bien plus grandes peines à se développer. Combattant à la fois le patronat et l'envahisseur, ils se heurtent non seulement à ces deux composantes fondamentales de la vie sous l'Occupation mais aussi aux délégués des anciennes structures démocrates-chrétiennes et surtout socialistes qui, malgré la mise en veilleuse de leurs activités syndicales, maintiennent souvent un contact avec les travailleurs. Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si les *Comités de Lutte Syndicale* récoltent leurs plus grands succès dans un Borinage désorienté par les prises de position de ses principaux leaders ouvriers en faveur de la pro-allemande *Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels*. Les résultats sont nettement moins probants dans le Centre et le pays de Charleroi où les syndicats communistes sont concurrencés par des structures clandestines dirigées par des socialistes, mais aussi parfois par des démocrates-chrétiens et même des trotskystes. La réussite mitigée des *Comités de Lutte Syndicale* s'exprime aussi par leur difficulté à provoquer de larges mouvements de grève, type d'action qu'ils n'ont de cesse d'encourager. Il faut dire que la fermeté avec laquelle l'occupant réprime ces manifestations d'hostilité n'incite guère les ouvriers à y recourir.

Les socialistes paraissent dans un premier temps désorientés par la défaite. Dès 1941 cependant et souvent à l'initiative de jeunes cadres de leur parti, ils se réorganisent pour combattre l'*Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels* et présenter au monde du travail une alternative valable au programme d'action communiste. Délaissant généralement la lutte directe contre l'envahisseur, ils préfèrent s'investir dans la préparation d'un pacte social pour

l'après-guerre, ce que leur autorise les contacts noués depuis de longues années avec le patronat. L'impact de la propagande du P.C. les oblige cependant à ne pas négliger le présent et à répandre de manière relativement abondante leur presse nationale dans la plupart des régions du Hainaut. Le contact ainsi maintenu avec la base leur permet de limiter les pertes avant que l'application de leurs plans sociaux et la guerre froide ne les aident à regagner le terrain cédé sous l'Occupation. Porteurs d'un autre courant fondamental de la société hennuyère, les libéraux sont les grands absents du débat clandestin. En fait, les rares feuilles qu'ils animent témoignent combien ils sont divisés dans leur vision de l'avenir. Cette absence de perspective commune explique peut-être en partie leurs déconvenues de l'immédiat après-guerre.

Quant au monde catholique, il se partage entre une fraction minoritaire, les démocrates-chrétiens, présents essentiellement dans les bassins industriels et souvent tentés par l'expérience du *Front de l'Indépendance*, et un groupe majoritaire, les conservateurs, prédominants en zone semi-rurale. Avec un certain nombre de libéraux mais aussi d'anciens rexistes germanophobes, ces derniers diffusent dans le Hainaut une presse clandestine de droite. Au début de l'Occupation, celle-ci évoque régulièrement un renforcement du pouvoir exécutif en faveur du Roi avant de prôner, sous la pression de la remontée de l'esprit démocratique, un statu quo politique par rapport à l'entre-deux-guerres. L'existence de cette presse, hostile au *Front de l'Indépendance* dont elle rejette les connotations populistes, rend impossible la création de feuilles d'union comme il en existait dans les premiers temps du conflit. Pourtant en 1944, les divergences idéologiques passent au second plan devant la nécessité, ressentie par tous, de concentrer les efforts sur la lutte à mener contre un ennemi dont la présence est de plus en plus insupportable.

L'étude statistique relative aux acteurs de la lutte politique et idéologique dans le Hainaut qu'on peut, moyennant certaines précautions, faire valoir pour l'ensemble du phénomène d'opposition à l'envahisseur, confirme à quel point la Résistance est incontestablement liée à la société dont elle est issue. Ainsi, l'engagement est plus de quatre fois sur cinq le fait d'hommes, signe d'une époque où la femme, astreinte la plupart du temps aux charges ménagères, n'occupe encore qu'une place minimale dans le domaine public. Employée généralement à des tâches logistiques, la résistante exerce le plus souvent des fonctions subalternes ce qui la protège relativement de la répression. La répartition par âge souligne quant à elle la prédominance, tant par la multiplicité des types d'actions effectuées que par la position dans la hiérarchie résistante, du groupe des 30 à 40 ans. Cette situation privilégiée est le reflet de la spécificité d'une fraction de la population alliant une certaine assise dans la société et un dynamisme rénovateur que lui confère sa relative jeunesse.

Par ailleurs, l'analyse par région met en évidence la réalité d'une géopolitique liée à l'enracinement des diverses idéologies dans le paysage hennuyer mais aussi à la volonté propre à chaque courant de combattre l'occupant. Ainsi, si les structures du P.C. comme celles qui lui sont apparentées, sont particulièrement bien représentées dans les bassins houillers, l'implication des communistes dans la lutte est partout supérieure à leur poids réel dans la population. Le monde socialiste clandestin souffre de cette concurrence et ne paraît jouir d'une position avantageuse que dans les zones semi-industrielles de la province. Les libéraux émergent dans leurs bastions traditionnels du pays d'Ath et de Thudinie, et cela essentiellement via le *Groupe G*, structure de sabotage issue de l'*Université Libre de Bruxelles*. Enfin, les catholiques sont surtout présents dans le Tournaisis ce dont témoigne la puissance de l'*Armée Secrète* régionale. Mais les démocrates-chrétiens rassemblent aussi des noyaux non négligeables dans les contrées industrielles, ce qu'atteste l'activité, dans ces régions, du *Mouvement National Belge*. L'héritage du passé permet aussi d'expliquer des situations qui, à première vue, semblent étonnantes. Il en va ainsi de la bipolarisation de la Résistance dans le Borinage entre le *Front de l'Indépendance* et l'*Armée Secrète*. Celle-ci s'explique par l'anti-communisme virulent d'une partie importante des socialistes borains qui préfèrent gonfler les rangs de la conservatrice *Armée Secrète* plutôt que de participer à un *Front de l'Indépendance* dirigé par les communistes.

Divers éléments tirés de l'analyse relative à la répartition socio-professionnelle des combattants de l'ombre font en outre état de l'influence de la condition sociale sur l'engagement résistant. S'investissent surtout dans la lutte les membres des classes moyennes, en particulier ceux liés à l'appareil d'Etat, les plus menacés directement par la mise en place d'un *Ordre Nouveau*. A l'inverse, le monde ouvrier dans son ensemble se sent relativement peu concerné par le combat à mener contre l'envahisseur, tout au moins pendant les premières années de l'Occupation. Pour lui, la priorité va d'abord à la lutte pour la survie et son adversaire principal reste longtemps le patronat. La mise en place du travail obligatoire à partir de la fin 1942 et les conditions de vie de plus en plus éprouvantes changeront peu à peu son attitude. Les agriculteurs, enfin, n'ont que peu de raisons de se révolter contre un régime qui leur octroie de nombreux avantages.

La profession influe aussi sur les tâches remplies dans la Résistance, le choix des mouvements, la place dans la hiérarchie des groupes clandestins et même indirectement, sur la répression subie. De manière générale, deux grands ensembles peuvent être esquissés. Le premier est formé des ouvriers auxquels sont associés les commerçants et artisans. Peu concernés par le soutien des illégaux et la récolte des renseignements, ils développent surtout, en dehors de la lutte politique et idéologique, le combat armé au sein de structures

communistes ou apparentées. À l'exception des métallurgistes, ils n'occupent généralement que des fonctions subalternes d'exécution. Par ailleurs, ils se voient particulièrement exposés par leurs actions et leurs opinions aux rigueurs de la répression ennemie. Cette dernière est moins féroce pour les membres du second ensemble, constitué par les autres composantes du corps social. Il faut dire que ceux-ci pratiquent essentiellement la Résistance civile, moins implacablement poursuivie par l'envahisseur.

Si la Résistance hennuyère est profondément marquée par son contexte sociétal, il est évident qu'elle se développe aussi en fonction de l'évolution générale du conflit et des conditions mêmes de l'Occupation. En réalité, elle n'est à ses débuts, et de manière schématique, que l'émanation de deux courants marginaux de l'opinion hennuyère, le *Parti Communiste* et une certaine droite nationaliste, tous deux aspirant autant si pas plus à transformer en profondeur le paysage politique du pays qu'à chasser l'occupant. Conscient de l'existence de ces deux noyaux d'agitation, l'ennemi parvient à désamorcer leurs ardeurs combattives par des arrestations opérées en série au cours de l'année 1942.

Cette victoire temporaire de l'appareil répressif allemand s'explique en grande partie par l'isolement de ces premiers groupes vis-à-vis de l'ensemble de la population hennuyère. La mise en place du travail obligatoire en Allemagne, dont les effets commencent à se faire sentir à partir du début 1943, modifie fondamentalement les données du problème. Désormais appuyée par une grande majorité des Hennuyers, la Résistance étend ses tentacules dans tous les milieux et jusqu'aux plus petits villages de la province. L'élargissement considérable de la base résistante se traduit également par l'émergence, à côté des deux premiers courants qui, dorénavant, ne cessent d'être alimentés en forces vives, d'un troisième ensemble. Localisé dans la gauche modérée, celui-ci est essentiellement préoccupé par l'aide aux illégaux, ce qui le situe bien dans le contexte d'une guerre totale, où la possession des ressources physiques et humaines d'une province comme le Hainaut constitue un enjeu non négligeable. Incontestable reflet de la société, la Résistance hennuyère apparaît avant tout comme l'expression la plus visible du rejet d'une population vis-à-vis d'un pouvoir arbitraire venant de l'étranger et, en particulier, du refus de ses contraintes économiques et sociales. Ses répercussions sur l'après-guerre ne pouvaient dès lors qu'être relativement faibles.

Fabrice Maerten